payé par Nasser que les autres, d'après Nohad Ghadiri (p. 23). Arafat dut le payer de même, comme le prouve la scène qu'en tant que Premier ministre, il avait faite en 1973 parce que les Palestiniens avaient été bombardés par un officier musulman, avec la permission d'un Président chrétien (p. 32).

En mai 1975, Arafat, furieux à en oublier les tables d'écoute, téléphona à Saëb Salam et cria :

« J'ai tout intérêt à internationaliser le conflit du Liban. Je ne vois pas d'inconvénient à ce qu'il devienne un deuxième Vietnam, ni à ce que tout le Proche-Orient s'enfonce dans la guerre ».

Arafat répéta cela trois fois, puis dit :

« Je ferai de Beyrouth un Stalingrad numéro 2. C'est moi qui en décide.

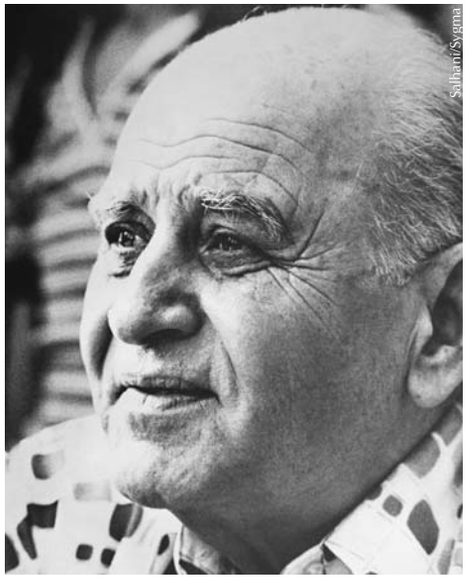
— On vient de m'apprendre que le roi Khaled [d'Arabie] va entreprendre une démarche.

— Que le roi Khaled [qui finançait Arafat] ou le roi Zeid [Tartempion] soit béni ! Qu'est-ce que ce roi ? Que le sang coule jusqu'aux genoux à Beyrouth. Que le Liban devienne un fleuve de sang ! Moi, Yasser Arafat, je n'y vois aucun inconvénient. Je suis solide comme une montagne devant la tempête. Vous êtes un ami, mettez-vous de mon côté, considérant que je suis noble d'esprit [c'est-à-dire généreux].

— Ma foi est inébranlable à cet égard, répondit Saëb Salam.

— Ce qui m'intéresse, c'est ma rue et vos intérêts. Et advienne que pourra. Si Tony et Sonia [fils et fille du président Frangié] veulent accaparer un bout du territoire [libanais], cela m'importe peu, le reste nous appartiendra à nous. À nous et à vous, n'est-ce pas ? Ils [les chrétiens] parlent d'une protection internationale, grâce à quelques manifestations de l'Intelligence Service, de la CIA et des juifs d'Amérique, aux cris de : "Sauvez les chrétiens du Liban !" Eh ! bien, qu'un conflit international se déclenche ! Une croisade ? Nous sommes prêts. Ils ne peuvent pas me prendre de haut. Qu'ils me bombardent ! Qu'ils aillent chercher la flotte américaine et israélienne ! Beyrouth, vous comprenez ce que je veux dire, est un Stalingrad numéro 2. Je suis son maître ».

(Laurent et Basbous, *Guerres secrètes au Liban*, 42-43).



Salhani/Sygma

Les services secrets libanais avaient enregistré une conversation téléphonique entre Arafat et l'ancien Premier ministre Saëb Salam (ci-dessus). Le premier disait au second qu'il voulait faire du Liban *« un fleuve de sang »*, et le second ne protestait pas. Le 22 mai 1975, le président Frangié avait réuni les ambassadeurs arabes pour le leur dire (à droite, texte de la conversation publié par l'État libanais).
Personne n'avait osé inquiéter l'un ou l'autre de ces chefs, qui avaient poursuivi leurs activités en paix. Le président Frangié n'avait même pas osé faire publier la transcription de leur conversation. Mais des copies de l'enregistrement furent par la suite communiquées à des journalistes, notamment A. Laurent et A. Basbous, dont nous reprenons la traduction dans cette page.

Quand il eut la transcription de la conversation entre les mains, le président Frangié réunit les ambassadeurs arabes pour leur demander des comptes au sujet de ce coup de fil et du télégramme envoyé par Kadhafi à Arafat, concernant les 42 millions de livres pour faire du Liban *« un bain de sang »** (fac-similé p. 52).

Les largesses d'Arafat étaient peu de chose par rapport à ce qu'il gagnait. Aux 260 millions de dollars américains envoyés par Kadhafi, en effet, s'ajoutaient les sommes, parfois tout aussi généreuses, que lui payaient les chefs des autres États arabes pour aider les réfugiés, pour financer le jihad, ou encore, pour qu'il ne fasse pas d'attentats dans leurs pays. Il y avait aussi l'argent que lui payaient les compagnies d'aviation pour qu'il laisse leurs avions tranquilles.

De cet argent, les pauvres réfugiés palestiniens ne voyaient rien : Arafat en donnait une partie aux fedayins et aux marchands d'armes, et une autre partie aux politiciens et journalistes qui pouvaient le servir. Le reste, il le plaçait en banque, après s'être payé une voiture blindée, des hôtels de luxe durant ses déplacements, etc.

Cette stratégie fit de lui un milliardaire en dollars, alors que le peuple au nom duquel il avait mendié cet argent, vivait dans une misère abjecte.

Arafat resta corrompu jusqu'à la fin de ses jours. Dans son rapport de 2003 concernant la Cisjordanie et Gaza (chap. V), le Fonds Monétaire International l'accuse d'avoir présidé au détournement (vol) de plus de 898 millions de dollars de la caisse de perception des impôts de l'Autorité palestinienne.

* Après que le président Frangié ait ainsi parlé de lui aux ambassadeurs arabes sans le nommer, Saëb Salam réussit à empêcher le public de deviner sa connivence avec Arafat en se démarquant de lui et en se rapprochant des chrétiens. D'où sa réputation de *« modéré »*.